Henri IV et les Jésuites

CLAUDE SUTTO

Résumé: *Les relations entre la Compagnie de Jésus et Henri IV ont été marquées pendant près de quinze ans par des malentendus, des accidents de parcours, plus encore par des pressions qui s'exerçaient sur celle-ci comme sur celui-là et qui témoignaient à la fois de l'existence de préjugés et de peurs que de l'importance des grandes questions débattues à cette époque: Réforme catholique, libertés gallicanes, tyrannicide, relations entre l'Église et l'État. En réalité, le roi comme les Jésuites français savaient fort bien qu'ils avaient intérêt à s'entendre, ce qu'ils firent d'ailleurs en 1603 lorsque Henri IV promulgua l'Édit de Rouen.*

Traiter d'Henri IV et de la Compagnie de Jésus, c'est aborder bien davantage que l'histoire des relations entre un souverain et un ordre religieux.¹ Certes, celle-ci comme celui-là se trouvaient dans une situation qui ne laissait pas que d'être difficile. Elle faisait l'objet de vastes débats aussi contradictoires que passionnés, teintés, il est vrai, d'une jalousie qu'on se gardait bien d'exprimer, et que semblaient déjà justifier une réussite exceptionnelle, mais également une réputation nourrie des noirs desseins qu'on se plaisait à lui imputer. Quant à Henri IV, huguenot relaps et excommunié, et, comme tel, honni par la papauté et par une bonne partie des catholiques français, au point où son trône était peu assuré et sa vie constamment menacée, il ne pouvait s'imposer qu'en reconquérant un royaume qui lui échappait encore et en se réconciliant avec une Église qui n'entendait pas passer facilement l'éponge sur son passé. Sur les différends entre la Compagnie, vouée irrémédiablement à la défense du catholicisme, et le Béarnais, peu scrupuleux en matière de fidélité religieuse, il y aurait sans doute déjà matière à épiloguer. Toutefois, ces relations laissaient apparaître en filigrane la trace de quelques-unes des grandes questions débattues à cette époque, qu'elles s'imposassent par la force des choses ou qu'on les invoquât pour corser le débat: Réforme catholique, tyrannicide, statut de l'Université,

libertés gallicanes, relations entre l'Église et l'État. Ce large éventail de questions, dont l'importance, il faut bien le dire, était à l'époque fondamentale, ouvrait la porte à divers acteurs qui intervenaient pour faire valoir leurs points de vue, pour tenter même d'infléchir, qui le roi, qui les Jésuites, quand ils ne cherchaient pas à se substituer à eux ou, à tout le moins, parler en leur nom pour prétendre mieux les défendre. Quels qu'aient été ses sentiments profonds, le roi ne pouvait se dispenser de tenir compte de l'opinion du Parlement de Paris, et les Jésuites français de leurs supérieurs romains et du pape. Ces intervenants ne contribueront pas peu à obscurcir ou à compliquer le débat, voire à le détourner, et en tout cas, à tenter de retarder indéfiniment une solution satisfaisante. La situation française pouvait, à condition d'y faire quelques entorses, présenter des similitudes avec ce que d'aucuns croyaient pouvoir observer à l'extérieur du royaume, ce qui justifiait que les tenants de l'un ou de l'autre parti, mais, en vérité, surtout les ennemis des Jésuites, invoquassent telle ou telle opinion, tel ou tel événement pour servir de caution ou de repoussoir à la cause qu'ils défendaient. En dépit de tous ces obstacles, apparemment insurmontables, Henri IV et les Jésuites, bien que parfois en délicatesse, ne rompent jamais, et ils réussiront en fin de compte à s'entendre, parce que leurs intérêts réciproques l'exigeaient, en dépit de tous ceux qui s'efforçaient de les en empêcher. Il semble bien, en tout cas, que les crises les plus graves où ils furent impliqués, n'ont pas été souhaitées et encore moins déclenchées par eux.

* * *

La situation des Jésuites paraissait solide. Ils pouvaient compter depuis leur arrivée en France sur des alliés qui ne manquaient point de poids. Nombre d'évêques, inquiets du danger que présentaient les Huguenots leur étaient acquis et les réclamaient dans leur diocèse soit pour y prêcher, soit pour y fonder un collège.² L'un d'entre eux, d'ailleurs, Guillaume du Prat, évêque de Clermont, leur avait légué la demeure parisienne des évêques de cette ville pour qu'ils pussent y ouvrir un collège. Ainsi soutenus, les Jésuites firent florès, ce qui leur valut de subir maintes avanies et jalousies. Les Huguenots pouvaient se sentir à bon droit menacés; nombreux étaient les catholiques qui ne pensaient pas autrement, soit qu'ils fussent habités par des sentiments gallicans, soit qu'ils craignissent tout simplement la ruine de l'Université ou l'inféodation de la France à l'Espagne, patrie d'Ignace de Loyola, ou à la papauté. Les guerres de religion et la mise en oeuvre de la réforme tridentine ne contribuèrent pas peu à alimenter ces craintes. Et il était de notoriété

publique que l'Angleterre, l'Allemagne, les Pays-Bas néerlandais, la République de Venise, l'Espagne même craignaient, à des titres divers, l'influence de la Compagnie.³ Il n'est pas jusqu'à certains papes qui s'efforcèrent de modifier les *Constitutions*.⁴ Les ennemis de la Compagnie en France surent utiliser ces renseignements le moment venu.

Dès lors que l'on eut assimilé la Compagnie de Jésus à la Réforme catholique, la défense des libertés gallicanes servit le plus souvent de prétexte et de justification pour la combattre. Certes le gallicanisme⁵ n'était pas une doctrine parfaitement définie et circonscrite, mais plutôt un ensemble de pratiques, d'intérêts, de sentiments, voire de réflexes qui variaient plus ou moins d'intensité selon les époques. Si l'on prend pour acquis que ses points les plus importants étaient le retour aux anciens canons, la supériorité du concile sur le pape, l'indépendance du roi au temporel, tous ne les mesuraient pas à la même aune et ne les défendaient pas avec la même ardeur. En un mot, selon que l'on était théologien, évêque, robin, les libertés gallicanes n'avaient pas le même sens ni la même extension. Les robins du Parlement de Paris étaient particulièrement sourcilleux lorsqu'il s'agissait de la défense de ces libertés. Par leurs arrêts, notamment contre la réception des canons tridentins, et surtout par leurs ouvrages, ils mirent tout en oeuvre pour les justifier ou pour les promouvoir. Le plus célèbre de ceux-ci, remarquable par sa concision et sa clarté, est le *Traictez des droicts et libertez de l'Église gallicane* de Pierre Pithou,⁶ maintes et maintes fois réédité; d'autres, plus documentés, connaîtront également un grand succès.⁷

Cette promotion des libertés gallicanes allait de pair avec la lutte contre les Jésuites, encore que l'on pût être Gallican sans être nécessairement hostile à la Compagnie de Jésus. La faction la plus intraitable du Parlement de Paris estimait que ceux-ci étaient non seulement le fer de lance de la réforme tridentine, mais aussi les adversaires les plus dangereux du pouvoir monarchique. Elle profita de toutes les occasions qui lui étaient offertes pour s'efforcer, avec opiniâtreté et méthode, de réduire l'influence de la Compagnie. C'est elle qui réussit à faire bannir les Jésuites du ressort du Parlement de Paris après l'attentat de Chastel en 1594,⁸ qui s'opposa violemment à leur rappel et qui, après l'assassinat d'Henri IV en 1610, lança le grand débat sur les soi-disant thèses tyrannicides de la Compagnie. Mais la lutte des parlementaires contre la Compagnie de Jésus témoignait paradoxalement d'une double préoccupation: crainte de voir un jour le roi disparaître à la suite d'un assassinat et sa succession échoir à un mineur, ce qui, à toutes fins utiles, ne pouvait que conduire à une période de turbulence politique; volonté aussi de

combattre l'absolutisme naissant en tentant de contrôler, autant que faire se pouvait, la politique religieuse du roi.

Sans épouser nécessairement toutes les revendications des robins, l'Université de Paris combattait aussi les Jésuites, mais davantage pour défendre son prestige et ses privilèges de premier corps d'enseignement du royaume. Déjà en 1565, l'Université avait tenté d'empêcher le Collège de Clermont d'être intégré en son sein. Elle avait alors fait appel à un jeune avocat gallican, Étienne Pasquier, qui prononça pour l'occasion un *Plaidoyé*⁹ qui valut à son auteur une grande renommée. Elle récidiva en 1594, en tentant, cette fois-ci, de faire fermer le Collège de Clermont. Dans l'un comme dans l'autre cas, le Parlement refusa de se prononcer. Était-ce parce que les robins ne jugeaient pas les arguments avancés par les avocats de l'Université suffisamment convaincants, ou parce que les alliés de la Compagnie avaient été assez habiles pour écarter le danger?

* * *

La monarchie avait, au départ, entretenu de bonnes relations avec la Compagnie. Henri II avait signé des lettres patentes en 1551, qui avaient été renouvelées par François I^{er}, en dépit de l'opposition de l'Université et des réserves du Parlement. Henri III qui eut, en la personne du père Auger, un confesseur jésuite, n'en témoigna pas moins une grande méfiance à l'endroit de la Compagnie.¹⁰ Les sympathies ligueuses des pères Matthieu, Sammier, Pigenat et Crichton, en particulier, n'y étaient sans doute pas étrangères, mais il pensait aussi que les Jésuites ne pouvaient être acceptés en France que s'ils renonçaient à se mêler des affaires d'État et consentaient à devenir français. Henri IV eut les mêmes exigences un quart de siècle plus tard, ce qui pourrait laisser croire que c'était bien là le sentiment du pouvoir monarchique.

Sitôt qu'il eut accédé à la couronne, Henri IV se devait sans doute de poursuivre des relations qui, somme toute, n'étaient pas mauvaises. Toutefois sa situation politique autant que son statut religieux ne lui laissaient pas une grande marge de manoeuvre. Brouillé avec Rome, il aurait dû l'être aussi avec la Compagnie. En réalité les choses se passèrent d'une manière passablement différente. La papauté ne désespérait pas de voir Henri IV redevenir catholique. Pouvait-elle d'ailleurs se permettre de battre froid bien longtemps à un roi aussi puissant? Quant à Henri IV, il n'était pas sans savoir qu'il devait trouver un moyen de revenir au sein de l'Église catholique, pour autant que les conditions ne fussent point trop déshonorantes pour lui. La Compagnie de Jésus, enfin, se devait d'épouser officiellement l'attitude de la papauté. Aquaviva recommanda aux siens de se garder de toute intervention inoppor-

tune. Toutefois, ses membres français qui devaient subir les avanies suscitées, d'une part par la collusion de certains d'entre eux avec une Ligue en pleine déroute, de l'autre par l'existence d'un parti anti-jésuite qui attendait son heure, qui craignaient en outre pour l'existence même des nombreux établissements de la Compagnie en France, comprenaient mieux que leurs supérieurs romains la nécessité d'une entente rapide, négociée sans que nul ne perde la face. Sans doute aussi, étaient-ils conseillés en ce sens par leurs amis français, clercs comme laïques, tout aussi soucieux qu'eux d'en venir à une entente et de préserver l'essentiel de l'acquis de la Compagnie. Aussi, sans attendre des instructions précises en ce sens, certains Jésuites comme Possevino, qui n'était pas d'ailleurs l'un des moindres, entreprirent d'oeuvrer pour l'absolution du roi et sa réconciliation avec la papauté, tandis que les Jésuites de Paris décidaient de prêter serment de fidélité au roi. Cette attitude conciliante, sans doute parce qu'elle allait au rebours de leurs attentes, ne pouvait qu'irriter davantage les ennemis de la Compagnie, bien décidés à tirer parti de toutes les occasions qui s'offraient. L'attentat de Barrière en 1593 et le procès de 1594 ne comblèrent point leurs attentes, et ce n'est pas faute d'une publicité tapageuse destinée à frapper l'opinion publique et qui se poursuivit jusqu'en 1603.

L'attentat de Chastel, au contraire, apparut comme providentiel. Aussitôt imputé aux Jésuites, il permit aux ennemis de la Compagnie de la chasser du ressort du Parlement de Paris et de condamner à la potence le Père Guignard, avec force justifications, distillées dans d'innombrables pamphlets. Survenu au moment où le roi, le pape et la Compagnie étaient sur le point de se réconcilier officiellement, cet événement embrouilla à ce point les affaires que l'on fut obligé de tout recommencer, ou presque. Sans doute Henri IV garda-t-il longtemps quelque rancune contre les Jésuites, si l'on en croit certains témoignages, mais il se garda bien de prendre des mesures hostiles contre la Compagnie. Ni le pape, ni Aquaviva, en dépit des pressions espagnoles, ne fulminèrent quelque condamnation que ce soit, tandis que Commolet, Sirmond, Tolet et Possevino s'employèrent à hâter l'absolution du roi qui fut acquise en 1595.

L'attitude du roi comme celle des Jésuites était parfaitement logique. Elle leur permettait, en dépit de toutes les traverses, de poursuivre des relations dont chacun d'entre eux reconnaissait exactement l'importance. Henri IV, qui avait déjà pardonné aux Ligueurs – mais à quel prix! –, qui s'apprêtait à réintégrer officiellement les Huguenots dans la société française par l'Édit de Nantes, qui demeurait coi devant les objurgations de la papauté à faire accepter en France les décrets disciplinaires du concile de Trente, qui

attendait enfin le règlement de son divorce d'avec Marguerite de Valois, ne pouvait se permettre d'être arrogant. Bien au contraire. En 1599, il intervint brutalement pour empêcher le Parlement de Paris de faire fermer le collège de Tournon. Quant aux Jésuites, ils s'efforcèrent toujours de dégager sa responsabilité dans cette affaire, sachant fort bien que, au milieu de tant d'ennemis, le roi était, par la force des choses, celui sur lequel ils pouvaient le mieux s'appuyer.

Qui, mieux que le père Richeome, dans cinq ouvrages parus entre 1595 et 1603, sut exposer avec habileté et érudition la pensée des Jésuites français sur la question?¹¹ Concilier les intérêts de la Compagnie avec ceux du royaume sans heurter les tenants d'une stricte orthodoxie, exalter la puissance du roi tout en le mettant en garde contre des conseillers plus soucieux de combattre la Compagnie qu'attentifs à son intérêt, montrer que les Jésuites étaient en fin de compte ses meilleurs alliés, faire état de leur constant patriotisme, condamner vigoureusement la faction gallicane du Parlement sans égratigner celui-ci, exposer et justifier l'attitude de la Compagnie avant la conversion d'Henri IV, se démarquer, sans toutefois les renier, des écrits des Jésuites les plus intransigeants comme Sa.¹² Il n'est pas dit que les Jésuites romains aient apprécié à sa juste valeur cet appel à la conciliation.

Il porta pourtant fruit puisque les négociations pour le retour de la Compagnie, amorcées en 1595, se poursuivirent presque continûment jusqu'en 1603. Dès 1600, le roi ôta au Parlement le dossier pour le confier à son Conseil.

Les robins gallicans avaient en tout cas parfaitement compris la stratégie des Jésuites. Pressentant qu'un accord était proche, ils s'efforcèrent de mettre le roi en garde contre la Compagnie et de l'inciter à se reposer sur le Parlement. Dans deux ouvrages qui firent date dans l'histoire de l'anti-jésuitisme, Arnauld¹³ et Pasquier¹⁴ illustrent bien ce que pouvait être le sentiment des Gallicans à l'endroit de la Compagnie, qu'ils accusaient d'avoir créé des institutions incompatibles avec celles de l'Église universelle, de commettre partout les pires méfaits, jusqu'à la faute majeure du régicide, de pactiser avec l'Espagne, de séduire parents et élèves pour mieux embrigader ceux-ci dans leurs collèges, d'agir par duperie et dissimulation. ... le catalogue de leurs turpitudes était infini. Une grande partie de ce discours était déjà en place depuis 1565. Toutefois, jamais n'avait-on aussi bien fouillé le passé de la Compagnie et surtout l'étendue géographique de son action. En internationalisant en quelque sorte l'influence de la Compagnie de Jésus, Arnauld et Pasquier étaient amenés à décrire les réactions qu'elle avait suscitées, et, partant, à postuler l'existence d'une similitude entre la situation française et

celle qui prévalait en Angleterre, aux Pays-Bas ou dans la République de Venise. Celle-ci n'avait-elle pas chassé les Jésuites de l'Université de Padoue en 1591? Les Appellants anglais, catholiques qui entendaient demeurer fidèles à la monarchie, ne subissaient-ils pas la fêrule du jésuite Blackwell, ce qui les avait incités à chercher des appuis en France?¹⁵ L'observation ne manquait pas de pertinence. En 1607, au moment de l'Interdit de Venise, Sarpi trouva appui auprès de Gillot, Leschassier et Richer.¹⁶ Après l'assassinat d'Henri IV en 1610, les Gallicans fondirent sur les écrits politiques du cardinal Bellarmin, déjà écharpés par les Anglais, notamment Jacques I^{er} et John Donne.¹⁷

Mais rien n'y fit. Henri IV était bien décidé à conclure un accord, mais, en même temps, il estimait que cet accord ne pouvait se faire qu'entre Français. C'est ainsi qu'il négocia directement les clauses de l'Édit de Rouen avec les pères Armand et Coton, au grand dépit d'Aquaviva, du pape, du nonce qui se virent écartés du dossier, et avertis alors que tout était conclu. En fait, la Compagnie retrouvait tout ce qu'elle avait perdu, moyennant quoi elle devait promettre de respecter les institutions ecclésiastiques et politiques françaises et surtout devenir française.

Dès lors la Compagnie allait prospérer en grande partie grâce à l'action du père Coton qui devint le confesseur du roi. Les collèges de Clermont, de Rouen et de Bordeaux rouvrirent alors que furent fondés ceux de Moulins, Embrun, Carpentras, Poitiers, Caen et surtout La Flèche.

Cette paix obtenue, ni le roi, ni les Jésuites n'avaient intérêt à la rompre, tandis que le Parlement, faute d'en avoir l'occasion attendait son heure. Lorsque le *De rege et regis institutione*¹⁸ de Mariana commença à circuler à Paris en 1605, il se vit dénoncé sur le champs par Richeome qui s'en plaignit à Aquaviva. Les congrégations provinciales de Paris et de Lyon manifestèrent également leur inquiétude devant des propos qui risquaient d'offenser le roi et de fournir au Parlement les armes dont il avait besoin pour reprendre les hostilités. Il fallut la mort d'Henri IV pour que les Jésuites se vissent à nouveau accusés de régicide par le Parlement, mais cette fois, le roi n'était plus là pour imposer une politique de modération.

Université de Montréal

Notes

1. Pour l'histoire de la Compagnie de Jésus en France, voir H. Fouqueray, *Histoire de la Compagnie de Jésus en France* (Paris, Picard, 1910-1913), tomes I et II.

2. M. Venard, "Y a-t-il une stratégie scolaire des Jésuites en France au XVI^e siècle?," dans *L'Université de Pont-à-Mousson et les problèmes de son temps* (Nancy, 1974), p. 67-85.
3. W. B. Bangert, *A History of the Society of Jesus* (St. Louis, The Institute of Jesuit Sources, 1972), chap. 2 et 3.
4. G. Lewey, "The Struggle for Constitutional Government in the Early Years of the Society of Jesus," *Church History*, XXIX (1960), pp. 141-160.
5. Voir: K. Ganzer, "Gallikanismus und römische Primatsauffassung im Widerstreit," *Historisches Jahrbuch*, 33 (1989), pp. 109-163; J. Powis, "Gallican Liberties and the Politics of later Sixteenth-Century France," *Ibid.*, 26 (1982), pp. 515-530; C. Sutto, "Tradition et innovation, réalisme et utopie: l'idée gallicane à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècles," *Renaissance and Reformation/Renaissance et Réforme*, 8 (1984), pp. 278-297.
6. Paris, Mamert Patisson, 1594.
7. A. Hotman, *Traité des libertez de l'Église gallicane* (Paris. Robinot, 1608); J. Leschassier, *De la liberté ancienne et canonique de l'Eglise gallicane* (Paris, C. Morel, 1606); É. Pasquier, *Les Recherches de la France* (Amsterdam: Les Libraires associés, 1723), livre III.
8. Notons ici que les Parlements de province ne suivirent pas tous l'exemple du Parlement de Paris. Voir C. Sutto, "Quelques conséquences politiques de l'attentat de Jean Chastel," *Renaissance and Reformation/Renaissance et Réforme*, 1 (1977), pp. 136-154.
9. Paris, Abel l'Angelier, 1594.
10. Voir A. Lynn Martin, *Henry III and the Jesuit Politicians*, (Genève, Droz, 1973).
11. *La vérité défendue* (Francfort, Wilhem der Sclauffer, 1595); *Très humble remonstrance* (Bordeaux, Simon Millanges, 1598); *Response de René de la Fon* (Villefranche, Guillaume Grenier, 1599); *La chasse du renard Pasquin* (Villefranche: Hubert Le Pelletier, 1602); *Plainte apologétique* (Bordeaux, Simon Millanges, 1603).
12. *Aphorismi confessoriorum* (Tolède, 1599).
13. *Le franc et véritable discours au roy, sur le restablissement qui luy est demandé pour les Jésuites* (s.l., 1602). Voir aussi: M. De Waele, *Les opinions politiques d'un avocat français à la fin des guerres de Religion, Antoine Arnauld*, mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1988.
14. *Le Catéchisme des Jésuites* (1602), éd. C. Sutto (Sherbrooke, Éditions de l'Université de Sherbrooke, 1982).
15. J. Bossy, "Henri IV, the Appellants and the Jesuits," *Recusant History*, VIII (1965-6), p. 80-122.
16. B. Ulianich, *Paolo Sarpi, Lettere ai Gallicani* (Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 1961).
17. *John Donne, Pseudo-Martyr*, éd. A. Raspa, (Montréal/Kingston, McGill-Queens University Press, 1993).
18. Tolède: 1599. réimprimé à Mayence en 1605.